Recension. Alexandre Dézé, *Fin de parti. Enquête sur un présumé déclin*, Presses de Sciences Po, 2025

L'idée selon laquelle les partis politiques seraient en déclin voire obsolètes est souvent assénée comme une évidence dans les champs médiatique, politique et même académique. Dans cet ouvrage, Alexandre Dézé, professeur des universités en science politique, prend comme objet d'étude cette « doxa » et y oppose un démenti catégorique, en pointant sa grande fragilité, à la fois théorique et empirique. D'où l'« énigme épistémologique » (p. 13) qu'il entreprend d'élucider : comment expliquer que cette thèse, malgré son absence de valeur scientifique, ait réussi à s'imposer auprès d'une majorité de chercheurs en science politique ?

Martin Siloret
Professeur de SES

Le premier intérêt de l'ouvrage, tiré de l'habilitation à diriger des recherches de l'auteur, est donc de réfuter l'idée de déclin des partis. Pour ce faire, il s'appuie sur l'exploitation minutieuse d'un corpus de 900 publications de science politique sur les partis. Il montre ainsi que « le déclin de certains partis ne signifie pas pour autant le déclin des partis » (p. 89) : sur le plan quantitatif, les exemples de partis ayant disparu sont rarissimes (la plupart fusionnent, scissionnent ou changent de nom) tandis que de nouveaux partis naissent sans cesse (p. 200). Dézé rappelle également que les partis dits « de masse », à leur apogée au milieu du XXe siècle, surévaluaient largement leurs effectifs (p. 99), ce qui invite à manier avec précaution l'idée d'un effondrement ultérieur des effectifs militants. Il suffit d'ailleurs d'adopter un regard moins eurocentré pour démentir l'idée d'une déprise militante universelle des partis : le Parti communiste chinois compte aujourd'hui 98 millions d'adhérents, et le Parti Indien du peuple (BJP) 180 millions (ce qui représente plus de 10 % de la population indienne) (p. 206). Enfin, sur le plan structurel, les partis exercent sur la compétition électorale un monopole qui reste incontesté : en France par exemple, le soutien d'un parti politique est un passage de plus en plus obligé pour espérer conquérir un mandat électoral [1] (p. 119).

Plutôt que de rester attaché à l'idée d'un déclin des partis, il faut donc, selon l'auteur, privilégier l'étude des ressorts de la « résilience partisane » (p. 205), c'est-à-dire la manière dont les acteurs politiques continuent à investir dans l'outil partisan et à le transformer pour lui permettre de surmonter les difficultés qu'il rencontre [2]. À ce titre, il est vain d'étudier les partis politiques à partir de typologies essentialisantes : les concepts canoniques de « partis de cadres » ou « de masse » (Maurice Duverger) tout comme les notions plus récentes de « parti personnel » ou « parti-mouvement » font obstacle à toute analyse sérieuse du « renouvellement constant des technologies partisanes » (p. 234).

Reste dès lors à expliquer le succès paradoxal rencontré par cette idée de déclin des partis. Dézé adopte pour cela une perspective de sociologie critique des sciences en analysant les structures du champ scientifique et les propriétés sociales et les stratégies de ses agents (p. 16). Si l'on trouve de nombreuses occurrences du discours décliniste chez les acteurs politiques au moins depuis le XIXe siècle (c'est-à-dire depuis l'apparition des partis eux-mêmes, du moins sous leur forme organisationnelle moderne), dans le champ académique c'est un article de 1965, du politiste états-unien Walter Burnham, qui semble séminal. Le succès de sa thèse de la « décomposition partisane » tient moins à son intérêt scientifique intrinsèque qu'aux enjeux internes au champ académique états-unien du moment : en effet, Burnham adopte une stratégie à la fois distinctive, en attaquant frontalement les paradigmes de Columbia et de Michigan qui peinent alors à expliquer les transformations des comportements électoraux au tournant des années 1960, et légitimiste, en s'inscrivant opportunément dans la filiation des travaux de ses mentors. La grille de lecture en termes de déclin des partis prend rapidement une place centrale dans le débat académique états-unien et permet à son auteur de conquérir des positions de pouvoir institutionnelles, à partir desquelles il peut ensuite entreprendre un

[1] La proportion d'élus sans étiquette (à l'échelle nationale comme municipale) est en baisse constante depuis les années 1970 (Lefebvre, 2018).
[2] De ce point de vue, le dernier chapitre fournit aux professeur.e.s de sciences économiques et sociales (SES) un panorama à la fois synthétique et pointu des travaux sociologiques sur les grandes évolutions de la forme parti, à la fois de très long terme (depuis l'Antiquité) et de court terme (depuis les années 2010).

Document téléchargé depuis www.ressourses.fr - © RessourSES

patient « travail d'exportation » de sa thèse vers l'Europe (p. 47). Elle y rencontre tout d'abord de fortes résistances, notamment grâce au succès rencontré par une théorie concurrente dans les années 1990, celle de la « cartellisation des partis » [3], défendue ardemment par les politistes Peter Mair et Richard Katz ; mais le ralliement de Mair à la thèse du déclin au tournant des années 2000 contribue à légitimer celle-ci et à la rendre dominante sur le vieux continent.

Là encore, ce n'est pas la capacité heuristique de la thèse du déclin qui explique son succès, mais les logiques propres au champ académique, en substance les « perspectives de profit » symbolique qu'elle offre à peu de frais aux chercheurs choisissant de s'inscrire dans son sillage (p. 176). La thèse du déclin, lâche, faiblement théorisée et peu unifiée, autorise alors une prolifération d'innovations pseudo-conceptuelles mal définies, souvent appuyées sur des artefacts statistiques produits par sondage [4] et faisant l'économie de travaux de terrain approfondis (p. 69). Ainsi l'« abstentionnisme dans le jeu » (p. 91 et 128), la « volatilité électorale » (p. 91) ou encore la prolifération de syntagmes prétendant décrire les « types » supposés de partis (des « partis attrape-tout » aux « partis digitaux ») (p. 145 et suivantes) sont autant de notions creuses et pourtant omniprésentes dans la littérature, illustrant le manque collectif de vigilance épistémologique dont s'est rendu coupable tout un pan de la science politique contemporaine [5], y compris en France.

Un autre trait structurel du champ de la science politique contribue à expliquer que la thèse du déclin des partis y soit devenue structurante : la prégnance des préconceptions normatives dans les travaux de recherche (p. 132). Sans toujours l'expliciter, les chercheurs étudiant les partis sont en effet souvent animés par l'une ou l'autre des tendances suivantes : une conception idéaliste et fonctionnaliste de ce que devraient être les partis (souvent sous la forme d'une nostalgie pour un âge d'or fantasmé des « partis de masse ») ou au contraire une hostilité de principe au phénomène partisan, qu'elle soit alimentée par des aspirations anti-oligarchiques (dans la lignée des travaux d'Ostrogorski et Michels au début du XXe siècle, comme dans les travaux de Bernard Manin sur la « crise de la représentation ») ou au contraire autoritaires (dans la lignée des écrits de Carl Schmitt).

En somme, Alexandre Dézé livre un diagnostic sévère (mais convaincant) sur l'état actuel de la « science des partis » et plus largement de la science politique : faute d'une définition exigeante des concepts et d'une construction rigoureuse de ses données, le discours politologique s'apparente trop souvent au commentaire journalistique, empêchant la constitution d'un véritable savoir scientifique. Par là, il nous invite également, professeur.e.s de SES, à redoubler de vigilance envers certains présupposés des programmes du lycée (comme la volatilité électorale ou le déclin supposé du clivage droite-gauche) et à aborder, en Terminale, la question des acteurs de l'action collective sous l'angle de la transformation des partis, et non de leur déclin.

[3] La théorie de la cartellisation des partis considère qu'à l'échelle de chaque système partisan, les partis établis atténuent leurs divergences idéologiques, se répartissent les « parts de marché électorales » et bloquent l'entrée des nouveaux concurrents afin de monopoliser l'accès aux ressources étatiques (mandats électifs et financement), au prix d'un affaiblissement de leur base militante. Pour de plus amples explications de la théorie de la cartellisation, voir Bachelot, 2020.
[4] Dézé a consacré un ouvrage précédent à la critique de l'industrie sondagière et de ses usages, cf Dézé, 2022.
[5] L'auteur est plus indulgent envers la théorie de la « cartellisation des partis » proposée par Katz et Mair, à la genèse et la carrière de laquelle il consacre des développements détaillés (p. 51-54 et 181-187) : pour lui, malgré des généralisations excessives, cette théorie a le mérite de prendre en compte la multidimensionnalité du phénomène partisan (base électorale, terrain militant, structure dirigeante, occupation de mandats électifs) et donc de montrer qu'un affaiblissement de la base militante peut s'accompagner d'un renforcement des ressources institutionnelles partisanes.

Document téléchargé depuis www.ressourses.fr - © RessourSES

Bibliographie

Bachelot C., 2020, « La cartellisation des partis : disparition ou recomposition ? », in **Martinache I**. et **Sawicki F.** (dir.), *La fin des partis ?*, Paris, PUF/laviedesidees.fr, p. 71-90.

Dézé A., 2022, *10 leçons sur les sondages politiques*, Louvain-la-Neuve, De Boeck supérieur.

Jaffré J., Muxel A., 2000, « S'abstenir : hors du jeu ou dans le jeu politique », in **Bréchon P., Laurent A., Perrineau P.** (dir.), *Les cultures politiques des français*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 17-52.

Lefebvre R., 2018, « Vers un nouveau modèle partisan ? Entre déclassement des partis de gouvernement et avènement des partis-mouvements », *Cahiers de la recherche sur les droits fondamentaux*, vol. 16, p. 1-10.

Manin B., 1996, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion.

Michels R., 1914 [1911], *Les partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion.

Document téléchargé depuis www.ressourses.fr - © RessourSES